Avec Macron, les employeurs les plus puissants comme Leclerc « se lâchent ».

écrit par Maxime | 11 novembre 2017

<http://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/deux-sevres/niort/niort-employee-centre-leclerc-licenciee-avoir-vole-deux-sandwichs-1363627.html>

Deux affaires intéressent des magasins Leclerc.

Une jeune femme décrite comme une employée modèle vient d'être licenciée pour avoir « volé » deux sandwichs de 3,90 euros.

Surprise par un agent de sécurité, celle-ci ignorait qu'ils étaient destinés à l'aide alimentaire.

Étrange de préférer aider des inconnus que ses propres salariés en leur permettant de récupérer des restes invendables...

De plus, un employeur n'est jamais tenu de licencier légalement. Il peut se contenter d'un avertissement.

Compte tenu du plafonnement antisocial des indemnités de licenciement, les employeurs désormais sont en situation de force et peuvent se montrer draconiens. Ce n'est qu'un début...

En Dordogne, l'année dernière, c'était un salarié qui avait été licencié pour avoir mangé une banane.

Les enseignes Leclerc sont certes tenues de respecter beaucoup d'obligations pour continuer à appartenir au réseau. Elles doivent présenter des caractères esthétiques communs, participer à une association d'entraide, se soutenir mutuellement en s'accordant des garanties ou des prêts pour aider un membre en difficulté, selon mes sources. J'ignore si l'intransigeance vis-à-vis des salariés s'y ajoute. Si c'était le cas, ce serait une politique anti-sociale regrettable.

On peut s'attendre à tout avec Leclerc, quand on sait que

Leclerc promet même l'huile de palme. On sait pourtant que l'huile de palme est une mauvaise huile, qu'on peut difficilement éliminer par le sport. Ce sont de mauvaises graisses et ils ont le culot de s'engager en faveur d'une huile de palme durable pour nous engraisser comme des porcelets durablement.

<https://www.mouvement.leclerc/distributeur-engage/relation-fournisseurs/lengagement-eleclerc-en-faveur-dune-huile-de-palme>

Désormais, avec les ordonnances de Macron, le salaire et la durée de travail ne sont plus contractuels. Un accord d'entreprise peut les revoir dans un sens défavorable et le salarié qui n'accepte pas le changement, être licencié.

Le salarié malade est moins bien protégé. Le conseil des prud'hommes peut juger un recours contre l'avis du médecin du travail sur l'aptitude d'un salarié sans être tenu d'ordonner une expertise.

Les entreprises appartenant à un groupe de sociétés dont certaines ont des implantations à l'étranger ne sont plus tenues d'y rechercher un reclassement pour le salarié déclaré inapte. **La mondialisation joue donc à sens unique, toujours au profit des mêmes (Ordonnance du 22 septembre 2017).**